

# Des recherches en partenariat « pour » et « sur » le développement régional

## Ambitions et questions

MICHEL SEBILLOTTE

PRÉSENTATION  
Dossier

*Les trois articles qui suivent, ainsi que le texte de Sophie Allain et al. publié dans la rubrique « Actualité de la recherche », proviennent de la même source (cf. la présentation de Michel Sebillotte ci-dessous). Ce regroupement de textes dans le même numéro de NSS procède du souci de donner une vue d'ensemble de la démarche unifiée suivie dans le programme dont ils sont issus. Ce programme comporte en effet une originalité : la démarche de recherche est en elle-même un objectif scientifique du travail de recherche. Il s'agit de tester et de théoriser une pratique de recherche qui a la triple caractéristique d'être liée à l'action, d'être interdisciplinaire et d'être réalisée en partenariat avec les acteurs sociaux impliqués dans le problème étudié. Ces parti-pris, qui s'entraînent les uns les autres, découlent du souci de tirer réellement les conséquences à la fois pratiques (dans la conduite de la recherche) et théoriques (concernant les fondements des règles de méthodes et le statut des résultats du travail de recherche) des prémisses d'une recherche-action.*

*Cela explique la tonalité à dominante méthodologique (et, en ce qui concerne le premier, épistémologique) des textes en cause. La démarche définie, il sera ensuite possible de présenter des résultats de recherche qui en sont le produit.*

Les articles qui suivent ont pour origine des recherches menées dans le cadre d'un programme de recherche dont le but est de modifier la façon d'impliquer les chercheurs – et l'organisme de recherche dont ils dépendent – dans les problèmes que rencontrent les acteurs régionaux<sup>1</sup>.

Des recherches « pour » et « sur » le développement régional : il s'agit bien de partir d'une nouvelle posture de recherche. C'est ce que veut signifier le fait que le « pour » précède le « sur » dans le titre ci-dessus. Il est, en effet, toujours possible de produire des connaissances a posteriori et en essayant de comprendre et d'expliquer ce qui s'est passé dans un espace géographique, comment, voire pourquoi, les acteurs ont œuvré. C'est ainsi que s'alimentent des champs disciplinaires, tels que l'économie régionale, l'économie spatiale... Dans cette situation, la position des chercheurs est sensiblement la même que pour les sciences naturelles, en ce sens que le matériau initial est donné. Non seulement les chercheurs ne sont pas impliqués, mais ils peuvent prendre par rapport à leur objet toute la distance qu'ils souhaitent, quelles que soient par

ailleurs leurs options épistémologiques. Cette position correspond au « sur ».

En revanche, une autre position peut être revendiquée, qui suppose de s'impliquer dans la dynamique même des processus de développement, de mobiliser ses connaissances et les compétences de son métier de chercheur pour aider des acteurs à résoudre leurs problèmes. C'est la recherche « pour ». Dans une telle situation, il est rare, lorsque l'on travaille avec plusieurs partenaires ayant des responsabilités de développement régional, que les problèmes qui vont émerger soient susceptibles de recevoir une réponse monodisciplinaire. Il importe alors de créer un dispositif de recherche qui permette de construire les problèmes posés par la nécessité d'agir et, ensuite, d'articuler les compétences disciplinaires pour que les actions spécifiques de recherche aboutissent à la production de connaissances pour la résolution des problèmes. L'ambition du dispositif qui a été à l'origine de ces recherches est ainsi d'apporter une contribution de la recherche à des acteurs ayant une responsabilité régionale de développement ; cela se traduit par des

MICHEL SEBILLOTTE  
Directeur scientifique,  
responsable de la Délégation  
permanente à l'Agriculture  
au Développement et à  
la Prospective (DADP) à l'Institut  
national de la recherche  
agronomique  
Inra, 147, rue de l'Université,  
75338 Paris cedex 07, France

<sup>1</sup> Ce programme, à dimension nationale, a été lancé et animé par la Délégation à l'Agriculture, au Développement et à la Prospective (DADP) de l'Inra. Voir Sebillotte, M., 2000. « Des recherches pour le développement local. Partenariat et transdisciplinarité », RERU (3), pp. 535-556. Il a donné lieu à un symposium qui

relations contractuelles entre eux et les équipes de recherche.

La difficulté majeure est de faire émerger un diagnostic, une représentation suffisamment commune des questions que pose le développement de la région, et cela à différentes échelles géographiques. Chaque partenaire a tendance à « voir midi à sa porte » et à oublier le caractère fondamentalement systémique d'une politique de développement régional et donc la nécessité de concevoir les actions comme formant un tout. À titre d'exemple, la vision des instances régionales agricoles n'englobait que rarement les relations avec les industries agro-alimentaires, avec le tourisme... Il en résultait une attente de recherches sur des problèmes que l'on pourrait qualifier d'internes. L'idée d'un développement global faisait, de fait, défaut et, autre exemple, l'avenir de l'agriculture n'était pas perçu comme lié à celui de la ville. D'où des attitudes comme le rejet de l'idée d'inclure des géographes.

On se trouve là devant la première spécificité du dispositif, qui vient donc de son ambition initiale de vouloir explicitement construire une demande sociale, celle-ci n'existant pas en tant que telle. On est donc ici obligé de socialiser la construction des problèmes quand, dans les démarches classiques, cette phase est le plus souvent masquée ou ignorée, le travail explicite du chercheur démarrant avec la question scientifique.

Le rôle de la recherche est double dans cette phase de construction des questions. Le premier, qu'il ne faudrait pas sous-estimer, est, par sa proposition de travail en partenariat, de créer un lieu de dialogue qui « décentre » les acteurs par rapport à leurs préoccupations quotidiennes et les rend plus « sensibles » à une vision systémique. Le second rôle, de nature méthodologique, consiste à aider à la naissance d'une dynamique favorable à la construction d'une représentation commune des questions que les partenaires voudront traiter ensuite avec les chercheurs qui seront réunis dans le programme.

On n'échappe pas, dans une telle démarche, à des interrogations sur le sens de ce qui se joue dans un tel dispositif et, en particulier, sur le caractère contingent de la représentation en construction. Ce n'est pas le lieu d'en débattre, mais de le reconnaître, en remarquant néanmoins que toute recherche qui veut partir des problèmes du terrain est soumise aux mêmes questions, celles de la naissance de la formulation des problèmes, puis celle de leur traduction en termes de questions scientifiques.

La seconde spécificité de ce dispositif est, une fois connues les questions construites des partenaires, de vouloir opérer de la même manière avec les chercheurs. En effet, parler de transdisciplinarité veut dire regrouper des spécialistes de plusieurs disciplines et les amener également à produire une représentation commune qui organise a priori le dispositif de recherche en commun et les connaissances à mobiliser pour que les résultats qui seront obtenus répondent bien aux questions posées initialement. La difficulté majeure pour les chercheurs est d'accepter l'idée que c'est le besoin d'action qui les mobilise et qui organise leurs articulations. Ce n'est plus eux qui choisissent le

problème à traiter et celui-ci leur impose de bâtir cette représentation commune mais également transitoire.

Les différentes opérations de recherche faisant partie de ce programme ont chacune leurs spécificités en fonction des régions (au nombre de cinq) où elles se situaient. Il n'en existe pas moins des ressemblances entre elles qui justifient largement l'idée de programme national. Ce sont d'abord des proximités thématiques<sup>2</sup>. Mais ce sont surtout des questions de fond et de méthode, qui appellent des acquisitions de savoir-faire et des recherches de base nouvelles.

La difficulté pour les acteurs de se donner une vision d'ensemble du développement régional pose fortement la question de l'échelle territoriale à laquelle ils se sentent suffisamment solidaires pour envisager de réellement mettre leurs forces en synergie. Les travaux menés témoignent qu'il n'y a pas de réponse unique. Mais ils montrent aussi que l'existence même du lieu d'échange créé par ce programme a modifié au fil des années les points de vue. On voit ainsi émerger de la part de certains conseils régionaux des questions sur l'articulation des actions à différentes échelles géographiques et à différents niveaux de l'organisation territoriale. On souhaiterait plus de travaux sur ces questions qui portent plus sur les solutions à inventer et moins systématiquement sur l'analyse ex post de politiques.

De la même manière, l'absence de vision systémique du développement suggère des travaux sur les outils nécessaires à l'élaboration d'un diagnostic régional et à son usage. Des premiers pas ont été réalisés concernant les observatoires et le type d'informations statistiques à recueillir. Il faut aller beaucoup plus loin et mener une véritable réflexion sur le concept de gouvernance régionale.

La conduite des recherches a buté sur un problème qui mérite une grande attention, celui de la communication des travaux et de la valorisation de leurs résultats. En effet, on s'aperçoit que le problème majeur n'est pas la communication avec les partenaires de terrain mais avec leurs responsables ! Comment atteindre ces derniers qui se situent encore trop souvent dans une attente passive vis-à-vis de la recherche et qui disent avoir des emplois du temps trop chargés pour « suivre » les recherches ? Il y a là un obstacle à l'établissement de véritables recherches en partenariat. Il faudrait donc concevoir les projets de recherche avec ce souci de communication et de valorisation dès leur démarrage !

Du côté des chercheurs, une fois rappelée la difficulté de base que constitue la liaison des recherches à l'action, principe de ce programme, il faut insister sur une forte coupure entre socio-économistes et biotechniciens. Ces deux univers ne se comprennent pas et communiquent fort peu. Pour le second groupe, le développement est l'affaire du premier et celui-ci n'a que des discours très généraux sur les seconds et leurs résultats. Le manque de réflexion sur la question des pas de temps n'est-il pas à l'origine de cette situation ? À quel horizon de temps travaillent les différentes disciplines ? Il faut développer les travaux sur l'innovation dans sa dimension historique longue, qui montrent les jeux entre production de connaissances, innovation et capture par les forces sociales et économiques.

s'est tenu les 11 et 12 janvier 2000 à Montpellier.

Voir Courlet, C., Lacombe, P., Lacour, C., Subillotte, M., 2000. *Actes du symposium Recherches pour et sur le développement territorial* – tome I (Communications du Symposium), 485 pages ; tome II (Conférences et Ateliers), 168 pages, éditions Inra. Une sélection de communications a été effectuée et proposée, selon leurs orientations, à

trois revues : *Économie Rurale*, *Natures Sciences Sociétés* et *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, chacune des revues retenant ensuite les textes selon leurs procédures propres. L'objet de cette présentation est de camper dans le cadre de ces travaux, quelques-unes des questions générales qu'ils posent et de susciter des coopérations.

<sup>2</sup> Les thèmes des ateliers du symposium de janvier 2000 à Montpellier portaient sur : « économie des filières et territoires » ; « gouvernance territoriale et coordination locale » ; « politique publique et développement territorial » ; « activités territoriales et emploi » ; « innovation et développement territorial ». Deux autres ateliers portaient sur « l'émergence de problèmes et la conduite de projets de recherche en partenariat » d'une part, et sur « les répercussions sur les métiers des chercheurs et des partenaires » d'autre part. Le lecteur intéressé par plus de détails se reportera aux *Actes du Symposium*.

On aurait envie, à cet égard, de travaux sur les formes de développement, les valeurs qui les sous-tendent et donc que la vision prospective soit beaucoup plus présente. Mais on manque collectivement de recul, chacun faisant son métier, honnêtement au regard des exigences immédiates, de manière fautive par rapport à l'avenir !

L'une des ambitions de ce programme de recherches en partenariat « pour » et « sur » le développement régional est incontestablement de contribuer au renouvellement des relations recherche-société fortement mises en cause actuellement.

Les travaux menés montrent clairement la nécessité d'une évolution aussi bien pour les métiers de la recherche que pour ceux des partenaires. Pour ces derniers, l'une des questions qui surgit concerne l'accumulation des savoirs et des savoir-faire et les processus d'apprentissage. Dans la situation actuelle, le chercheur est toujours en porte-à-faux vis-à-vis de ses partenaires puisque ses questions sont annulées sous le prétexte qu'elles ne concerneraient que la recherche ! Seul le chercheur aurait besoin de réfléchir sur ce qu'il fait, d'explicitier ses hypothèses, sa problématique, la façon dont il accumule les savoirs, les partenaires en étant plus ou moins dispensés au titre qu'ils auraient la lourde responsabilité d'agir ! On est d'autant plus étonné de trouver cette situation chez les partenaires agricoles qu'ils ont su se doter d'organes de réflexion à travers les chambres d'agriculture, les

syndicats... beaucoup plus que les PME des industries agroalimentaires.

Du côté des chercheurs, différents points ont déjà été évoqués : difficulté à se plonger dans un esprit transdisciplinaire, c'est-à-dire à renoncer (en partie) à s'en tenir à ses paradigmes et à ses théories pour prendre acte du sérieux des problèmes émergeant sur le terrain ; difficulté à dialoguer entre disciplines ; difficulté à penser sa discipline dans un développement historique, donc avec un passé, un présent et un futur, enfin difficulté à évaluer ce type de recherche.

Il est urgent de se pencher sur une épistémologie de l'agir du chercheur. Comment fait-on de la recherche, évaluable par des pairs, quand on travaille sur de tels programmes ? Une des modifications majeures réside dans la mise en place d'un double processus social de construction : les questions de la « pratique » (celles des partenaires) qu'il faut « traduire » en question de la recherche exigeant elle-même la construction d'une représentation commune (au moins temporairement).

Sur quels critères et méthodes asseoir les bases d'un jugement de scientificité ? La réflexion est urgente et elle ne pourra se mener que si l'on désacralise le chercheur pour le traiter comme un travailleur qui doit, lui-même, être objet de recherche ! Il y a d'ailleurs urgence si l'on veut que des chercheurs continuent à s'engager dans de telles voies.